Vos représentant.e.s du SNPES-PJJ/FSU se sont battus durant leur mandat pour faire avancer les droits des agents. Ils et elles ont obtenu des avancées et des victoires importantes.

Face aux besoins criants de places dans les hébergements de notre région, nous avons dénoncé lors de chaque instance le choix de donner la priorité à la construction des Centres fermés, au détriment des foyers et des UEHD. De même, l'affaiblissement de l'insertion à la suite des restructurations successives, ne permet plus d'accompagner correctement les adolescent.e.s dans leurs parcours. Nous revendiquons une dotation en moyens humains et matériels à la hauteur de notre inter région. Et surtout, nous défendons à chaque fois une politique éducative émancipatrice permettant une prise en charge bienveillante au sein des différents services de la PJJ. Nous continuerons à défendre la primauté de l'éducatif sur le répressif.

Face à l'empilement des missions éducatives dans les milieux ouverts, engendré par l'entrée en vigueur du CJPM nous revendiquons avec force une baisse des normes en urgence et imposerons cette question dans les premiers CSA de l'inter-région.

Le SNPES-PJJ/FSU Sud-Est défendra aussi le renforcement de la pluridisciplinarité dans les équipes et de permettre les espaces de débats et d'échanges entre professionnel.les de la région.

Durant son mandat,

- le SNPES-PJJ/FSU Sud-Est n'a cessé d'interpeller la DIR sur ces revendications et a accompagné en DT et en DIR les équipes et les personnels qui exprimaient leur colère et leurs attentes. Nous avons soutenu des grèves et des combats collectifs.
- Nous avons organisé une journée de débat sur le CJPM avec le Syndicat de la Magistrature et le Syndicat des Avocats de France des Bouches du Rhône et participé à une journée morte de la iustice.
- Nous avons interpellé la contrôleuse des lieux privatifs de liberté sur les conditions d'accueil des mineur.es et obtenu un Comité technique régional sur l'incarcération des mineur.es.
- Nous avons organisé plusieurs Assemblées Générales et réunions d'informations d'équipes pour tous les corps de métier et accompagné les personnels, notamment dans les démarches de recours pour la NBI.
- Des AG ont été organisées pour le Ségur pour toutes et tous et avons obtenu une audience en Dir et à la DPJJ avec une délégation régionale des Adjointes Administratives

En décembre 2022



Connectez-vous et VOTEZ!





L'action de vos représentant.es

- Lutter contre les violences faites aux personnels (discrimination, sexisme)
- Lutter pour le CTI et la NBI pour toutes et tous et contre le CIA
- Lutter pour un plan de résorption de la précarité pour les contractuel.les

Nos candidat.e.s:

Fatima Oulhachmi/Educatrice	UEMO Avignon
Mattias Perrin/ASS	UEMO Le Canet
Violaine Sirsi/Psychologue	UEMO Grasse
Sophie Rebatte/Educatrice	CEF Les cèdres
Hélène Berrier/Educatrice	UEMO Carpentras
Olivier Decherat/PT	STEI Marseille
Alexia Peyre/Psychologue	UEMO Joliette
Christophe Mittou/Educateur	UEAJ Avignon
Fanny Dechaume/Educatrice	UEMO Nice
Martine Keiffer/AA	UEAJ Avignon
Jocelyne Cohen/AT	CEF Les cèdres
Brigitte Dubernet/Educatrice	UEMO Toulon
Emmanuel Ferrer /Educateur	UEMO Digne
Samih Boutajar/Educateur	CEF Montfavet
Florence Moreau/Educatrice	UEMO Aix en Provence
Mohand Mammeri/Educateur	SE-EPM Marseille
Léa Rourre/Educatrice	UEMO Avignon
Marie-Diane Raffalli/Educatrice	UEMO Ajaccio
Vincent Massari/Cadec	UEMO Martigues
Karim Baraha/Educateur	UEHC Aix en Provence